

Public concerné

• Titulaire d'un bac+2 dans les domaines de la gestion, comptabilité, BTS CG ou CGO, DUT GEA, DPECF, ou autres diplômes admis en équivalence.

Vous souhaitez candidater à cette formation mais vous n'avez pas le diplôme requis ?

Pensez à déposer un dossier de demande de VAP (validation des acquis professionnels) ou de VES (validation des études supérieures).

Nos assistantes VAE vous renseigneront sur ce dispositif.

• Agé(e) de moins de 30 ans, vous suivez la formation en contrat d'apprentissage (Amiens et Clermont uniquement) ou de professionnalisation.

• Agé(e) de plus de 30 ans, vous suivez la formation en contrat de professionnalisation adultes.

Lieu de recrutement : Amiens, Clermont, Lille.

Période de recrutement : de février à septembre. Jury d'admissibilité mensuel en fonction des places disponibles.

Procédure de recrutement : sur dossier et entretien de motivation.

Frais de formation : formation gratuite et rémunérée pour les jeunes. Contribution aux frais de formation par les entreprises.

Lieu de formation : Amiens, Clermont, Lille.

Durée de la formation : 2 ans.

Rythme de l'alternance : deux jours par semaine en centre.

Possibilité de suivre les modules à la carte en formation continue.

Objectifs pédagogiques/Compétences visées

Donner les compétences et les connaissances nécessaires pour exercer les métiers de collaborateur dans un cabinet, d'assistant comptable, de contrôleur de gestion. Acquérir une formation dans les disciplines fondamentales des métiers de la comptabilité.

La formation constitue le tremplin privilégié pour accéder au niveau supérieur (DSCG).

Ce diplôme permet une insertion professionnelle à un niveau d'encadrement intermédiaire en entreprise ou en cabinet ou la poursuite d'études (notamment vers le DSCG).

Organisation

Nombre de crédits ECTS : 108

Stages, projets, mémoire et condition de délivrance du diplôme

La formation Cnam Intec : une double chance

L'Intec (Institut national des techniques économiques et comptables) est un institut du Cnam qui existe depuis plus de 85 ans et qui forme 12 000 élèves chaque année.

Le Cnam vous propose de préparer simultanément le DCG, diplôme d'état mais aussi le DGC, diplôme de l'Intec. Le Cnam prépare à ses propres examens (DGC du Cnam) et à ceux de l'État (DCG) et offre donc aux auditeurs la double chance d'obtenir le diplôme.

En effet, le diplôme de gestion et comptabilité (DGC) du Cnam Intec donne l'équivalence d'unités d'enseignement du DCG (diplôme de comptabilité et gestion) de l'État. Le DCG permet la poursuite d'études en DSCG à Amiens ou Lille.


Description de la formation


1ERE ANNEE

TEC112	Droit des sociétés	12 crédits
TEC114	Droit fiscal	12 crédits
TEC120	Comptabilité approfondie	12 crédits
TEC122	Anglais appliqué aux affaires	12 crédits

87.52eme annee

TEC113	Droit social	12 crédits
TEC116	Finance d'entreprise	12 crédits
TEC117	Management	18 crédits
TEC121	Contrôle de gestion	18 crédits

 Unités d'enseignements et unités d'activités obligatoires

 Unités d'enseignements et unités d'activités optionnelles

Commentaire sur la formation

Plaquette de la formation en alternance à Amiens

Plaquette de la formation en alternance à Clermont

Dossier de candidature

Fiche Orientation Métier

Planning Formation

TEC112 - Droit des sociétés

Public concerné

Sont autorisés à s'inscrire à cette formation, les candidats titulaires de l'un des titres ou diplômes suivants : baccalauréat ; titre ou diplôme admis en dispense du baccalauréat en vue d'une inscription dans les universités ; titre ou diplôme étranger permettant l'accès à l'enseignement supérieur dans le pays de délivrance ; deux unités d'enseignement du Conservatoire national des arts et métiers ; diplômes homologués niveaux I, II, III ou IV figurant sur l'arrêté du 17 juin 1980 modifié fixant la liste d'homologation de titres et diplômes de l'enseignement technologique (<http://cncp.gouv.fr/cncp/index.php?page=40>) ; diplômes enregistrés aux niveaux I, II, III et IV du RNCP (répertoire national des certifications professionnelles).

Finalité de l'unité d'enseignement

Objectifs pédagogiques/Compétences visées

UE constitutive du DGC de l'INTEC. Le cours s'inscrit dans la préparation aux diplômes du DGC ETAT et du DGC INTEC. Il prépare à l'épreuve de Droit des sociétés (et autres groupements d'affaires) et Droit pénal. Pour pouvoir suivre le programme dans les meilleures conditions, les étudiants doivent impérativement maîtriser les notions fondamentales figurant au programme de l'UE Introduction au Droit (notions de contrat, de personnalité morale, de responsabilité civile...). Après avoir défini la notion de société et avoir présenté les règles communes à toutes les sociétés, le cours envisage les principales formes sociales (SARL, SA, SAS, société civile...). Il se poursuit par l'étude d'autres groupements dotés de la personnalité morale (association, GIE...). Enfin, le cours s'achève par la présentation de thèmes essentiels du Droit pénal pour toute entreprise : les principes fondamentaux du droit pénal général, le Droit pénal des sociétés et quelques infractions pénales de droit commun.

Capacité et compétences acquises

Il s'agit, à l'issue de la formation, de maîtriser les concepts et mécanismes du Droit des sociétés et du Droit pénal des affaires, ainsi que de savoir appliquer ces connaissances à des situations pratiques. De plus, il s'agit d'acquérir la méthodologie nécessaire au développement d'un raisonnement juridique précis et rigoureux. Outre la connaissance des règles légales, les étudiants devront faire preuve de réelles capacités rédactionnelles et d'une grande rigueur dans le cadre de la résolution des cas pratiques qui leur seront soumis.

Organisation

12 crédits

Contenu de la formation

Série 1 Introduction Partie 1. Notions fondamentales sur les sociétés Titre 1. Le contrat de société Chapitre 1. Validité du contrat de société Chapitre 2. Eléments spécifiques du contrat de société Chapitre 3. Formalités de constitution des sociétés Titre 2. La société en tant que personne morale Chapitre 1. L'existence de la société en tant que personne morale Chapitre 2. L'individualisation de la société Chapitre 3. Le patrimoine et la capacité juridique de la société Chapitre 4. Les principales règles d'organisation de la société Partie 2. Règles propres aux sociétés commerciales à risque illimité Titre 1. La société en nom collectif Chapitre 1. La constitution d'une société en nom collectif Chapitre 2. Le fonctionnement de la société en nom collectif Chapitre 3. Les associés des sociétés en nom collectif Chapitre 4. La dissolution de la société en nom collectif Titre 2. La société en commandite simple Partie 3. La société à responsabilité limitée Titre 1. La constitution d'une société à responsabilité limitée Chapitre 1. Conditions de fond Chapitre 2. Conditions de forme et de publicité Titre 2. Le fonctionnement de la société à responsabilité limitée Chapitre 1. Gérance Chapitre 2. Contrôle de la gestion Chapitre 3. Décisions collectives Titre 3. Les associés des sociétés à responsabilité limitée Chapitre 1. Droits et obligations des associés Chapitre 2. Parts sociales Titre 4. La dissolution de la SARL Titre 5. L'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL) Chapitre 1. Création de l'EURL Chapitre 2. Fonctionnement de l'EURL Chapitre 3. Droits et obligations de l'associé unique Chapitre 4. Dissolution de l'EURL Série 2 Partie 4. Règles propres aux sociétés par actions Titre 1. La société anonyme Chapitre 1. Généralités Chapitre 2. La constitution d'une société anonyme Chapitre 3. La gestion des sociétés anonymes Chapitre 4. Les assemblées d'actionnaires Chapitre 5. Les modifications du capital social dans les sociétés anonymes Chapitre 6. Le contrôle des sociétés anonymes Chapitre 7. La transformation des sociétés anonymes Chapitre 8. La dissolution des sociétés anonymes Titre 2. La société en commandite par actions Chapitre 1. La constitution d'une société en commandite par actions Chapitre 2. Le fonctionnement de la société en commandite par actions Chapitre 3. Les associés des sociétés en commandite par actions Chapitre 4. La dissolution de la société en commandite par actions Titre 3. La société par actions simplifiée (SAS) Chapitre 1. La constitution d'une société par actions simplifiée Chapitre 2. Le fonctionnement de la société par actions simplifiée Chapitre 3. Les associés de la société par actions simplifiée Titre 4. Le régime des valeurs mobilières Chapitre 1. Règles générales Chapitre 2. Les actions Chapitre 3. Les obligations Série 3 Partie 5. Règles communes aux différents types de sociétés Titre 1. Les comptes sociaux Chapitre 1. Etablissement des comptes sociaux Chapitre 2. Affectation des résultats Chapitre 3. Publicité des comptes sociaux Titre 2. Les groupes de sociétés Chapitre 1. Notions générales Chapitre 2. Réglementation des participations réciproques Chapitre 3. Conséquences de l'existence de filiales ou de participations Titre 3. Les fusions et les scissions Chapitre 1. Règles générales Chapitre 2. Réalisation des fusions ou des scissions Chapitre 3. Conséquences des fusions ou des scissions Titre 4. Les formalités de publicité au cours de la vie sociale Titre 5. La liquidation et le partage des sociétés commerciales Chapitre 1. Conditions juridiques de la société en liquidation Chapitre 2. La liquidation " légale " Chapitre 3. La liquidation " conventionnelle " Chapitre 4. Le partage des sociétés commerciales Chapitre 5. La prescription quinquennale Titre 6. Les sanctions civiles des irrégularités Chapitre 1. Les nullités Chapitre 2. Les sanctions autres que la nullité Partie 6. Sociétés et groupements particuliers Titre 1. La société en participation Chapitre 1. La constitution d'une société en participation Chapitre 2. Le fonctionnement de la société en participation Chapitre 3. La dissolution de la société en participation Titre 2. La société créée de fait Titre 3. Le groupement d'intérêt économique Chapitre 1. La constitution d'un groupement d'intérêt économique (GIE) Chapitre 2. Le fonctionnement du groupement d'intérêt économique (GIE) Chapitre 3. Les membres du groupement d'intérêt économique (GIE) Chapitre 4. La transformation et la dissolution du groupement d'intérêt économique (GIE) Titre 4. La société européenne Chapitre 1. La constitution de la SE Chapitre 2. Les règles de fonctionnement de la SE Titre 5. Le groupement européen d'intérêt économique Chapitre 1. Constitution du groupement européen d'intérêt économique (GEIE) Chapitre 2. Fonctionnement du groupement européen d'intérêt économique (GEIE) Chapitre 3. Transformation et dissolution du groupement européen d'intérêt économique (GEIE) Partie 7. La société civile Titre 1. Régime juridique de la constitution d'une société civile Chapitre 1. Le contrat de société Chapitre 2. La personnalité morale Titre 2. La gérance Chapitre 1.

Nomination des gérants Chapitre 2. Cessation des fonctions des gérants Chapitre 3. Pouvoirs des gérants Chapitre 4. Rémunération des gérants Chapitre 5. Responsabilité des gérants Titre 3. Les décisions collectives Titre 4. Les principales modifications des statuts Titre 5. Fusion et scission Titre 6. Comptabilité et comptes sociaux Titre 7. Le statut des associés de la société civile Titre 8. La dissolution et la liquidation de la société civile Titre 9. Les sanctions civiles des irrégularités Partie 8. Les sociétés particulières Titre 1. Les sociétés civiles de type particulier Chapitre 1. Les sociétés civiles immobilières Chapitre 2. Quelques autres sociétés civiles Titre 2. Les sociétés à capital variable Titre 3. Les sociétés coopératives Titre 4. L'association Chapitre 1. Généralités Chapitre 2. Constitution de l'association Chapitre 3. Existence de l'association Chapitre 4. Les attributs de la personnalité morale Titre 5. Les sociétés d'économie mixte Série 4 Partie 9. Droit pénal général, les principes Titre 1. L'incrimination pénale Chapitre 1. La loi pénale Chapitre 2. L'agent pénal Titre 2. Les personnes responsables Chapitre 1. La responsabilité des personnes physiques Chapitre 2. La responsabilité des personnes morales Titre 3. Les procédures applicables Chapitre 1. La constatation des infractions Chapitre 2. La procédure Chapitre 3. Les sanctions Partie 10. Droit pénal spécial, les incriminations Titre 1. Le droit pénal des sociétés Chapitre 1. Les infractions commises à la restitution des groupements Chapitre 2. Les infractions relatives aux assemblées Chapitre 3. Infractions relatives aux comptes des sociétés Chapitre 4. Infractions applicables aux commissaires aux comptes Chapitre 5. Infractions relatives aux biens des sociétés : l'abus de biens sociaux, du crédit et des pouvoirs Chapitre 6. Infractions relatives à la dissolution et à la liquidation des sociétés Chapitre 7. Une infraction relative aux marchés financiers : le délit d'initié Titre 2. Le droit pénal fiscal Chapitre 1. Le délit général de fraude fiscale Chapitre 2. Les délits annexes Titre 3. La protection des biens et de la morale des affaires Chapitre 1. Le vol Chapitre 2. Le faux et l'usage de faux Chapitre 3. L'escroquerie Chapitre 4. La banqueroute Chapitre 5. L'abus de confiance Chapitre 6. Le recel

Aucun cours pour le semestre 1

Aucun cours pour le semestre 2

TEC113 - Droit social

Public concerné

Sont autorisés à s'inscrire à cette formation, les candidats titulaires de l'un des titres ou diplômes suivants : baccalauréat ; titre ou diplôme admis en dispense du baccalauréat en vue d'une inscription dans les universités ; titre ou diplôme étranger permettant l'accès à l'enseignement supérieur dans le pays de délivrance ; deux unités d'enseignement du Conservatoire national des arts et métiers ; diplômes homologués niveaux I, II, III ou IV figurant sur l'arrêté du 17 juin 1980 modifié fixant la liste d'homologation de titres et diplômes de l'enseignement technologique (<http://cncp.gouv.fr/cncp/index.php?page=40>) ; diplômes enregistrés aux niveaux I, II, III et IV du RNCP (répertoire national des certifications professionnelles).

Finalité de l'unité d'enseignement

Objectifs pédagogiques/Compétences visées

UE constitutive du DGC de l'INTEC. Dans le cadre de la préparation au DGC, cet enseignement en droit social a pour but de permettre aux étudiants de comprendre la structure des relations sociales, individuelles et collectives, d'appréhender les logiques de raisonnement du droit du travail, et d'intégrer les mécanismes et les outils juridiques développés par le législateur, les partenaires sociaux, et la jurisprudence.

Capacité et compétences acquises

A la fin de cette formation au droit social, les étudiants auront acquis les principaux concepts de cette matière, ses mécanismes et ses logiques juridiques et pourront les mettre en pratique en appliquant la méthode de raisonnement syllogique, inculquée tout au long de cette formation. Ils sauront comment orienter leurs recherches pour résoudre des cas pratiques d'entreprises et quels outils utiliser. Ils auront acquis les réflexes de prudence et d'alerte permettant d'éviter et d'anticiper les contentieux, et seront à même d'évaluer le risque social.

Organisation

12 crédits

Contenu de la formation

Série 1 Introduction au droit social Partie 1. Les sources et l'application des règles du droit du travail Titre 1. Les règles étatiques et professionnelles Chapitre 1. Les sources internationales Chapitre 2. Les sources européennes Chapitre 3. Les sources internes Chapitre 4. La hiérarchie entre les sources Titre 2. Le contrat de travail Chapitre 1. Le recrutement des salariés Chapitre 2. Le contrat de travail Titre 3. L'application des règles de droit Chapitre 1. Les contrôles de l'application des règles de droit du travail et de la protection sociale Chapitre 2. Le contentieux social Chapitre 3. Les conflits collectifs Série 2 Partie 2. L'exercice de la relation de travail Titre 1. Les conditions de travail Chapitre 1. La durée et l'aménagement du temps de travail Chapitre 2. Les congés et absences des salariés Chapitre 3. La modification du contrat Chapitre 4. Transfert d'entreprise et maintien du contrat de travail Chapitre 5. Les obligations relatives à la rémunération du travail Titre 2. Les pouvoirs de l'employeur et leurs limites Chapitre 1. Le pouvoir réglementaire de l'employeur Chapitre 2. Le pouvoir disciplinaire de l'employeur Chapitre 3. La protection de la personne au travail Série 3 Partie 3. La fin du contrat de travail Titre 1. Le licenciement Chapitre 1. Le licenciement pour cause personnelle Chapitre 2. Le licenciement pour cause économique Chapitre 3. Les suites du licenciement personnel ou économique Titre 2. Les autres modes de rupture Chapitre 1. La démission Chapitre 2. Les autres modes de rupture à l'initiative du salarié Chapitre 3. La retraite des salariés Chapitre 4. Le départ négocié Chapitre 5. La rupture conventionnelle Chapitre 6. La force majeure Partie 4. Les relations collectives de travail Titre 1. Les institutions de représentation Chapitre 1. Le droit d'expression des salariés Chapitre 2. Les institutions représentatives des syndicats et du personnel Titre 2. L'association des salariés aux performances de l'entreprise Chapitre 1. La participation et l'intéressement Chapitre 2. Les plans d'épargne entreprise Titre 3. Le bilan social Chapitre 1. Les

entreprises assujetties Chapitre 2. Le contenu du bilan social Chapitre 3. La procédure d'élaboration du bilan social Série 4 Partie 5. La protection contre les risques et la formation Titre 1. La protection sociale Chapitre 1. Introduction Chapitre 2. Les régimes légaux Chapitre 3. Les régimes complémentaires Chapitre 4. L'aide sociale Chapitre 5. L'indemnisation du chômage Titre 2. Le droit à la formation Chapitre 1. Les moyens pour accéder à la formation professionnelle Chapitre 2. Le financement de la formation

Aucun cours pour le semestre 1

Aucun cours pour le semestre 2

TEC114 - Droit fiscal

Public concerné

Sont autorisés à s'inscrire à cette formation, les candidats titulaires de l'un des titres ou diplômes suivants : baccalauréat ; titre ou diplôme admis en dispense du baccalauréat en vue d'une inscription dans les universités ; titre ou diplôme étranger permettant l'accès à l'enseignement supérieur dans le pays de délivrance ; deux unités d'enseignement du Conservatoire national des arts et métiers ; diplômes homologués niveaux I, II, III ou IV figurant sur l'arrêté du 17 juin 1980 modifié fixant la liste d'homologation de titres et diplômes de l'enseignement technologique (<http://cncp.gouv.fr/cncp/index.php?page=40>) ; diplômes enregistrés aux niveaux I, II, III et IV du RNCP (répertoire national des certifications professionnelles).

Organisation

12 crédits

Contenu de la formation

Série 1 Introduction générale Partie 1. Impôt sur le revenu Chapitre 1. Champ d'application de l'impôt sur le revenu Chapitre 2. Revenu imposable Chapitre 3. Détermination des bénéfices ou revenus nets catégoriels Chapitre 4. Calcul, déclaration et paiement de l'impôt sur le revenu Chapitre 5. Contribution sociale généralisée, contribution au remboursement de la dette sociale, prélèvement social et contributions additionnelles Chapitre 6. Plafonnement des impôts directs en fonction du revenu j bouclier fiscal k Série 2 Partie 2. Bénéfices industriels et commerciaux Chapitre 1. Principes généraux Chapitre 2. Produits Chapitre 3. Charges Chapitre 4. Amortissements Chapitre 5. Provisions Chapitre 6. Plus-values et moins-values professionnelles Partie 3. Imposition du résultat fiscal Chapitre 1. Régimes d'imposition des entreprises Chapitre 2. Résultat fiscal dans les entreprises relevant de l'impôt sur le revenu Chapitre 3. Résultat fiscal dans les entreprises relevant de l'impôt sur les sociétés Chapitre 4. Les atténuations à l'impôt : exonérations et crédits d'impôts Chapitre 5. Calcul et paiement de l'impôt sur les sociétés Chapitre 6. Imposition des bénéfices distribués Chapitre 7. Taxe sur les véhicules de sociétés et participation des salariés à l'entreprise Série 3 Partie 4. Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) - Taxes sur les salaires Chapitre 1. Champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée Chapitre 2. Taxe sur la valeur ajoutée et relations internationales Chapitre 3. Calcul de la taxe sur la valeur ajoutée exigible Chapitre 4. Calcul de la taxe sur la valeur ajoutée déductible Chapitre 5. Obligations des assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée Chapitre 6. Régimes particuliers de taxe sur la valeur ajoutée Chapitre 7. Taxes sur les salaires Série 4 Partie 5. Impôts sur le capital Chapitre 1. Impôts directs locaux des particuliers Chapitre 2. Impôts directs locaux liés à l'activité professionnelle Chapitre 3. Droits d'enregistrement Chapitre 4. Impôt de solidarité sur la fortune Partie 6. Contrôle - Contentieux - Sanctions Chapitre 1. Procédure de contrôle de l'impôt Chapitre 2. Contentieux de l'impôt Chapitre 3. Sanctions fiscales et pénales

Aucun cours pour le semestre 1

Aucun cours pour le semestre 2

TEC116 - Finance d'entreprise

Public concerné

Sont autorisés à s'inscrire à cette formation, les candidats titulaires de l'un des titres ou diplômes suivants : baccalauréat ; titre ou diplôme admis en dispense du baccalauréat en vue d'une inscription dans les universités ; titre ou diplôme étranger permettant l'accès à l'enseignement supérieur dans le pays de délivrance ; deux unités d'enseignement du Conservatoire national des arts et métiers ; diplômes homologués niveaux I, II, III ou IV figurant sur l'arrêté du 17 juin 1980 modifié fixant la liste d'homologation de titres et diplômes de l'enseignement technologique (<http://cncp.gouv.fr/cncp/index.php?page=40>) ; diplômes enregistrés aux niveaux I, II, III et IV du RNCP (répertoire national des certifications professionnelles).

Finalité de l'unité d'enseignement

Objectifs pédagogiques/Compétences visées

UE constitutive du DGC de l'INTEC. L'unité de valeur 116 " Finance d'entreprise " est au coeur de la prise de décision dans l'entreprise. Cette UE vous permettra d'être opérationnel dans l'entreprise en établissant son diagnostic et en aidant ses dirigeants dans la définition de leur stratégie clef du dynamisme et de la réactivité de la firme.

Capacité et compétences acquises

Analyse financière : La première partie du cours organise la démarche de diagnostic de l'entreprise à travers la lecture de ses états financiers " bilan, compte de résultat et annexe ". Les outils mis à disposition vont des soldes intermédiaires de gestion à la capacité d'autofinancement et à l'analyse des différentes structures de bilan. A travers les modèles de tableaux de flux, conformes aux normes IAS/IFRS, vous étudierez les mutations patrimoniales et la formation de la trésorerie de l'entreprise. Les ratios compléteront l'analyse. A ce niveau du cours, vous serez capables d'élaborer un diagnostic d'entreprise. Gestion financière : Avant toute prise de décision stratégique d'investissement, une étude préalable démontrant la rentabilité des différents projets sera établie. Elle débouchera, sur l'analyse des besoins de financement tant pour l'investissement lui-même que pour les besoins d'exploitation engendrés, puis sur un plan de financement. Le cours fournira les outils nécessaires à cette mesure. Vous calculerez le levier financier généré par un financement par emprunt. A ce stade du cours, vous serez capable de répondre à cette difficile question : l'entreprise doit-elle investir ?

Organisation

12 crédits

Contenu de la formation

Série 1 Partie 1. Analyse des états financiers Chapitre 1. présentation des états financiers et des objectifs de diagnostic Chapitre 2. L'analyse de l'activité Chapitre 3. L'analyse l'équilibre financier Série 2 Partie 2. Les tableaux de financement et de flux de trésorerie et le diagnostic financier Chapitre 1. Les tableaux de financement et de flux de trésorerie Chapitre 2. Le diagnostic financier Série 3 Partie 3. La rentabilité des investissements Chapitre 1. Analyse de la valeur Chapitre 2. Le fonds de roulement normatif Chapitre 3. La stratégie d'investissement Série 4 Partie 4. Politique de financement, gestion de la trésorerie et du risque de change Chapitre 1. La politique de financement Chapitre 2. La gestion de trésorerie Chapitre 3. La gestion du risque de change

Aucun cours pour le semestre 1

Aucun cours pour le semestre 2

TEC117 - Management

Public concerné

Sont autorisés à s'inscrire à cette formation, les candidats titulaires de l'un des titres ou diplômes suivants : baccalauréat ; titre ou diplôme admis en dispense du baccalauréat en vue d'une inscription dans les universités ; titre ou diplôme étranger permettant l'accès à l'enseignement supérieur dans le pays de délivrance ; deux unités d'enseignement du Conservatoire national des arts et métiers ; diplômes homologués niveaux I, II, III ou IV figurant sur l'arrêté du 17 juin 1980 modifié fixant la liste d'homologation de titres et diplômes de l'enseignement technologique (<http://cncp.gouv.fr/cncp/index.php?page=40>) ; diplômes enregistrés aux niveaux I, II, III et IV du RNCP (répertoire national des certifications professionnelles).

Finalité de l'unité d'enseignement

Objectifs pédagogiques/Compétences visées

UE constitutive du DGC de l'INTEC. L'objectif pédagogique de l'UE 117 est double. D'une part, une solide connaissance en management est nécessaire pour accompagner une entreprise dans son développement par le conseil. D'autre part, l'importance de l'UE de management est renforcée par le caractère transversal des problématiques abordées. Cela signifie que la maîtrise des principes et outils du management est indispensable pour l'acquisition d'une culture économique et gestionnaire mais également pour exercer de manière plus efficace les métiers de la comptabilité.

Capacité et compétences acquises

L'UE de management doit permettre aux étudiants d'acquérir une culture académique ainsi que des capacités d'analyse et des méthodes de recherche pertinentes. En fin de formation, ils sauront appréhender des situations souvent complexes touchant aux différents aspects du pilotage, de la gestion et du management.

Organisation

18 crédits

Contenu de la formation

Série 1 Partie 1. Introduction au management et approches théoriques Titre 1. Introduction au management Chapitre 1. Organisations et management Chapitre 2. Management et managers Titre 2. Les théories des organisations Chapitre 1. Introduction aux théories des organisations Chapitre 2. Les travaux des économistes et des sociologues Chapitre 3. Les théories des organisations et du management Série 2 Partie 2. Décision et management stratégiques Titre 1. Comprendre les processus de décision stratégique Chapitre 1. De la décision stratégique à la représentation de la décision Chapitre 2. Planification et formalisation de la décision Titre 2. Eléments fondamentaux de management stratégique Chapitre 1. L'analyse stratégique Chapitre 2. Les choix stratégiques Chapitre 3. La mise en œuvre de la stratégie Série 3 Partie 3. Les fonctions opérationnelles et de support dans les organisations Titre 1. Les fonctions opérationnelles dans les organisations Chapitre 1. La fonction commerciale Chapitre 2. La fonction de production Titre 2. Les fonctions de support dans les organisations Chapitre 1. La fonction financière Chapitre 2. L'innovation et la fonction recherche et développement Chapitre 3. La fonction ressources humaines Chapitre 4. La gestion des compétences Section 1. La gestion des compétences répond à des enjeux multiples et variés Section 2. Le concept de compétence

Section 3. Les pratiques de gestions des compétences Section 4. Les outils de la gestion des compétences Section 5. La gestion des compétences : facteurs clés de succès et limites Conclusion : La gestion des compétences : un sujet d'aujourd'hui et de demain Série 4 Partie 4. Les comportements organisationnels et la communication Titre 1. Les comportements organisationnels Introduction Chapitre 1. Manager les hommes dans les organisations : animation et management des individus et des groupes Chapitre 2. La gestion des conflits dans l'organisation Titre 2. La communication Chapitre 1. Des origines et des acceptions multiples Chapitre 2. La communication interne, outil des ressources humaines, au cœur Chapitre 3. La communication marketing, communication externe au service de l'image et des ventes Chapitre 4. La communication financière, communication externe pour évaluer la santé de l'entreprise

Aucun cours pour le semestre 1

Aucun cours pour le semestre 2

TEC120 - Comptabilité approfondie

Public concerné

Sont autorisés à s'inscrire à cette formation, les candidats titulaires de l'un des titres ou diplômes suivants : baccalauréat ; titre ou diplôme admis en dispense du baccalauréat en vue d'une inscription dans les universités ; titre ou diplôme étranger permettant l'accès à l'enseignement supérieur dans le pays de délivrance ; deux unités d'enseignement du Conservatoire national des arts et métiers ; diplômes homologués niveaux I, II, III ou IV figurant sur l'arrêté du 17 juin 1980 modifié fixant la liste d'homologation de titres et diplômes de l'enseignement technologique (<http://cncp.gouv.fr/cncp/index.php?page=40>) ; diplômes enregistrés aux niveaux I, II, III et IV du RNCP (répertoire national des certifications professionnelles).

Finalité de l'unité d'enseignement

Objectifs pédagogiques/Compétences visées

UE constitutive du DGC de l'INTEC. Le cours prépare à l'épreuve de Comptabilité Approfondie. Afin de suivre le programme dans les meilleures conditions, il est fortement conseillé aux étudiants de s'assurer qu'ils maîtrisent les notions fondamentales étudiées dans l'UE Introduction à la comptabilité. Les thèmes abordés sont consacrés à la technique comptable approfondie : cadre conceptuel, évaluation des actifs et passifs, rattachement des charges et des produits au résultat, comptabilisation des capitaux permanents, entités spécifiques, introduction à la consolidation et introduction à l'audit légal.

Capacité et compétences acquises

Il s'agit de maîtriser les cadres conceptuels et méthodologiques de la démarche comptable. Au-delà des aspects techniques, à l'issue de la formation, les étudiants doivent démontrer des capacités rédactionnelles et de réflexion face aux différents cas qui leur sont soumis.

Organisation

12 crédits

Contenu de la formation

Série 1 Partie 1. Le cadre comptable Chapitre 1. Le cadre conceptuel et légal de la comptabilité Section 1. Définitions et objectifs de la comptabilité Section 2. Les facteurs influençant la comptabilité Section 3. Les organismes de normalisation Chapitre 2. Le plan comptable général Section 1. Les principes comptables Section 2. Les documents de synthèse du PCG Partie 2. Évaluation des actifs et des passifs Chapitre 1. Introduction Section 1. Définition des actifs et passifs Section 2. La problématique de l'évaluation Section 3. Les valeurs reconnues par le PCG Section 4. Principes généraux d'évaluation Chapitre 2. Évaluation des immobilisations corporelles Section 1. La valeur d'entrée Section 2. Valeur d'inventaire Section 3. Valeur au bilan Section 4. Les amortissements Section 5. Les dépréciations Section 6. Évaluation d'une immobilisation corporelle à la sortie du patrimoine Chapitre 3. Évaluation des immobilisations incorporelles Section 1. Valeur d'entrée Section 2. Valeur d'inventaire Section 3. Valeur au bilan Section 4. Évaluation à la sortie du patrimoine Chapitre 4. Évaluation des titres Section 1. Les différentes catégories de titres en comptabilité Section 2. Évaluation à l'entrée Section 3. Valeur à l'inventaire Section 4. Valeur au bilan Section 5. Évaluation à la sortie du patrimoine Chapitre 5. Évaluation des stocks et en-cours Section 1. Distinction entre immobilisations et stocks Section 2. Évaluation à l'entrée dans le patrimoine Section 3. Évaluation à l'inventaire Section 4. Valeur à l'arrêté des comptes Section 5. Évaluation à la sortie Chapitre 6. Les dettes et créances Section 1. Évaluation à l'entrée Section 2. Évaluation à l'inventaire Section 3. Valeur au bilan Section 4. Disponibilités exprimées en devises Section 5. Évaluation à la sortie Section 6. Abandons de créances Série 2 Partie 3. Les capitaux permanents Chapitre 1. Le capital, constitution et variations Section 1. Le contexte juridique Section 2. La constitution des sociétés Section 3. Les variations du capital social Chapitre 2. La détermination du résultat des sociétés Section 1. Le résultat fiscal Section 2. L'enregistrement des opérations liées à l'impôt Chapitre 3. L'affectation du résultat des sociétés Section 1. Participation aux résultats de l'exploitation Section 2. L'affectation du résultat dans la société anonyme Section 3. L'affectation du résultat dans la société à responsabilité limitée Section 4. L'affectation du résultat dans la société en nom collectif Section 5. L'affectation du résultat dans la société en commandite simple Chapitre 4. Les provisions réglementées Section 1. Généralités Section 2. Provision pour investissement réservée à certaines PME Section 3. Provision pour investissement liée à la participation des salariés Section 4. Provision pour hausse des prix (compte 1431) Section 5. Provision pour risques afférents aux crédits à moyen terme résultant d'opérations faites à l'étranger Section 6. Provision pour prêts d'installation à d'anciens salariés Section 7. Les amortissements dérogatoires Section 8. Provision spéciale de réévaluation (compte 146) Section 9. Les écarts et réserves de réévaluation Section 10. Les subventions d'investissement Chapitre 5. Les dettes financières et les autres fonds propres Section 1. Les emprunts obligataires Section 2. Les autres fonds propres Section 3. Les comptes courants d'associés Partie 4. Introduction à l'audit légal des comptes annuels Chapitre 1. Les missions du commissaire aux comptes Section 1. Généralités

Section 2. La mission légale Chapitre 2. Démarche d'audit légal Section 1. Conduite de la mission Section 2. Techniques de contrôle et sondages Série 3 Partie 5. La profession comptable Chapitre 1. Organisation de la profession comptable française Section 1. Les statuts des professionnels comptables Section 2. Les organisations professionnelles Chapitre 2. Éthique professionnelle Section 1. Critères de l'éthique Section 2. Relations entre professionnels Chapitre 3. Rôle de la profession comptable dans la normalisation comptable Section 1. Organismes de normalisation nationaux Section 2. Organismes de normalisation internationaux Partie 6. Rattachement des charges et des produits au résultat de l'exercice Chapitre 1. Provisions Section 1. Définition Section 2. Tableau récapitulatif des provisions Section 3. Dépenses de gros entretiens et grandes révisions Section 4. Information dans l'annexe Chapitre 2. Engagements envers le personnel Section 1. Les engagements de retraite Section 2. L'intéressement des salariés Section 3. La participation des salariés Chapitre 3. Abonnement des charges et des produits Chapitre 4. Événements postérieurs à la clôture Section 1. Événements ayant un lien direct et prépondérant avec l'exercice clos Section 2. Événements n'ayant pas de lien direct et prépondérant avec l'exercice clos Chapitre 5. Contrats à long terme Section 1. Principes de comptabilisation des contrats à long terme Section 2. Comptabilisation des contrats à long terme bénéficiaires Section 3. Comptabilisation des contrats à long terme déficitaires Chapitre 6. Changements comptables Section 1. Définition des changements comptables Section 2. Comptabilisation des changements de méthodes Chapitre 7. Les émissions de gaz à effet de serre Section 1. Présentation Section 2. Nature comptable des quotas d'émission de gaz à effet de serre Section 3. Comptabilisation Partie 7. Les opérations financières et les engagements financiers Chapitre 1. Le crédit-bail Section 1. Comptabilisation du crédit-bail pendant la période de location Section 2. Comptabilisation du crédit-bail quand le locataire lève l'option d'achat Section 3. Comptabilisation de la cession d'une immobilisation qui a été acquise en fin de contrat de crédit-bail Chapitre 2. Les engagements financiers Section 1. Définition Section 2. Comptabilisation Série 4 Partie 8. Les entités spécifiques Chapitre 1. Les professions libérales Section 1. Les caractéristiques de l'activité libérale Section 2. La comptabilité de trésorerie Section 3. Les immobilisations affectées à l'activité professionnelle Section 4. La tenue d'une comptabilité conforme au PCG Chapitre 2. La société civile Section 1. Société civile tenue à l'obligation de respecter les règles du plan comptable général Section 2. Société civile non tenue à l'obligation de respecter les règles du plan comptable général Chapitre 3. La société en participation Section 1. Les caractéristiques de la société en participation Section 2. Les dispositions comptables applicables à la société en participation Section 3. Exemple récapitulatif Chapitre 4. Le GIE Section 1. Les caractéristiques du GIE Section 2. GIE soumis aux règles du PCG Section 3. GIE non soumis aux règles du PCG Section 4. Règles comptables applicables aux membres du GIE Chapitre 5. Les associations Section 1. Les caractéristiques de l'association Section 2. Associations tenues à l'obligation de respecter les règles du plan comptable des associations Section 3. Le plan comptable des associations Chapitre 6. Les collectivités territoriales Section 1. Les caractéristiques des collectivités territoriales Section 2. Le cadre budgétaire et comptable Section 3. Le plan de comptes des collectivités locales Chapitre 7. La succursale Section 1. Les conséquences juridiques de l'absence de personnalité morale Section 2. Les règles comptables spécifiques Chapitre 8. Le contrat de fiducie Section 1. Les caractéristiques du contrat de fiducie Section 2. L'utilité du contrat de fiducie Section 3. Le traitement comptable du transfert de patrimoine Section 4. Le traitement comptable des résultats de la fiducie Section 5. Le traitement comptable de la liquidation de la fiducie Partie 9. Introduction à la consolidation des comptes Chapitre 1. Intérêt et nécessité de consolider Chapitre 2. La notion de groupe de société Chapitre 3. Le contrôle exercé par l'entreprise consolidante sur une entreprise du groupe et la définition du pourcentage de contrôle Section 1. Le contrôle exercé par l'entreprise consolidante Section 2. Définition du pourcentage de contrôle Chapitre 4. La quote-part que détient l'entreprise consolidante dans le patrimoine d'une entreprise du groupe et la définition du pourcentage d'intérêts Section 1. La quote-part que détient l'entreprise consolidante Section 2. Définition du pourcentage d'intérêts Chapitre 5. Le périmètre de consolidation Chapitre 6. Choix de la méthode de consolidation à retenir Chapitre 7. La méthode de l'intégration globale Chapitre 8. La méthode de l'intégration proportionnelle Chapitre 9. La méthode de la mise en équivalence

Aucun cours pour le semestre 1

Aucun cours pour le semestre 2

TEC121 - Contrôle de gestion

Public concerné

Sont autorisés à s'inscrire à cette formation, les candidats titulaires de l'un des titres ou diplômes suivants : baccalauréat ; titre ou diplôme admis en dispense du baccalauréat en vue d'une inscription dans les universités ; titre ou diplôme étranger permettant l'accès à l'enseignement supérieur dans le pays de délivrance ; deux unités d'enseignement du Conservatoire national des arts et métiers ; diplômes homologués niveaux I, II, III ou IV figurant sur l'arrêté du 17 juin 1980 modifié fixant la liste d'homologation de titres et diplômes de l'enseignement technologique (<http://cncp.gouv.fr/cncp/index.php?page=40>) ; diplômes enregistrés aux niveaux I, II, III et IV du RNCP (répertoire national des certifications professionnelles).

Finalité de l'unité d'enseignement

Objectifs pédagogiques/Compétences visées

UE constitutive du DGC de l'INTEC. Le cours prépare à l'épreuve " Contrôle de gestion " du DGC (examen de l'Intec) et du DCG (examen de l'Etat), diplômes de niveau licence. Ses objectifs sont de permettre d'acquérir les connaissances nécessaires à la réussite de cette épreuve et de former de futurs professionnels spécialistes du contrôle de gestion.

Capacité et compétences acquises

Le contrôleur de gestion remplit un rôle particulièrement complexe. Il contribue à l'orientation et au suivi de la stratégie, participe à l'élaboration des budgets, anticipe les résultats, propose des actions correctives à mettre en oeuvre, réalise des études ponctuelles, peut même remplir les fonctions de gestionnaire des données du système d'information, etc. Les compétences acquises à l'issue de cette formation sont la maîtrise des concepts, méthodes et outils qui permettent au contrôleur de gestion d'assurer sa mission. Au-delà des compétences techniques, les étudiants auront perçu l'importance des capacités rédactionnelles, relationnelles, de réflexion et d'adaptation nécessaires aux exigences des organisations.

Organisation
18 crédits

Contenu de la formation

Série 1 Présentation générale du cours Partie 1. Le contrôle de gestion, outil de modélisation Chapitre 1. Contrôle de gestion et comptabilité de gestion Section 1. La comptabilité de gestion Section 2. Le contrôle de gestion Chapitre 2. La méthode du calcul de cout complet traditionnelle Section 1. Les étapes de calcul du cout complet Section 2. Le traitement des charges indirectes Section 3. Les différents types de couts Section 4. Approfondissements Section 5. L'imputation rationnelle des charges fixes Série 2 Partie 2. Le contrôle de gestion, outil de décision Chapitre 1. Les évolutions des méthodes de couts complets Section 1. La méthode ABC Section 2. La méthode du cout cible Chapitre 2. Les couts partiels Section 1. Le cout variable, le cout spécifique, le cout marginal Section 2. Le modèle cout-volume-profit Série 3 Partie 3. Le contrôle de gestion, outil de prévision Chapitre 1. La procédure budgétaire Section 1. Notion de budget Section 2. Fonctionnement des budgets Section 3. Budget et centres de responsabilité Chapitre 2. La gestion budgétaire Section 1. Le budget de trésorerie et les documents de synthèse prévisionnels Section 2. La gestion budgétaire des ventes Section 3. La gestion des stocks et des approvisionnements Chapitre 3. La gestion de la production Section 1. La programmation de la production Section 2. La gestion de la qualité Série 4 Partie 4. Le contrôle de gestion, outil d'adaptation Chapitre 1. Le contrôle budgétaire Section 1. L'analyse des écarts Section 2. Le contrôle de la masse salariale Chapitre 2. Les tableaux de bord Chapitre 3. Les prix de cession internes

Aucun cours pour le semestre 1

Aucun cours pour le semestre 2

TEC122 - Anglais appliqué aux affaires

Public concerné

Sont autorisés à suivre cette préparation les candidats ayant l'un des diplômes suivants : baccalauréat + 2 années (BTS, DUT, équivalences) titre ou diplôme admis en dispense du baccalauréat en vue d'une inscription dans les universités ; titre ou diplôme étranger permettant l'accès à l'enseignement supérieur dans le pays de délivrance ; deux UE du Conservatoire national des arts et métiers ; diplômes homologués niveaux I, II, III ou IV figurant sur l'arrêté du 17/06/1980 modifié ; diplômes enregistrés aux niveaux I, II, III et IV du RNCP (répertoire national des certifications professionnelles).

Organisation
12 crédits

Contenu de la formation

1. Thèmes économiques et sociaux Les chocs pétroliers et leurs conséquences Les traits contemporains des échanges internationaux La place des firmes multinationales La globalisation des marchés La constitution d'espaces économiques régionaux (Union européenne, ALENA) La montée en puissance des pays asiatiques Les technologies de l'information et de la communication L'aménagement du temps de travail L'évolution de la protection sociale La concurrence et le droit 2. L'entreprise Les formes juridiques de l'entreprise (française) L'organisation de l'entreprise Les grandes fonctions de l'entreprise Les partenaires de l'entreprise La création d'entreprise La stratégie de l'entreprise L'analyse des performances de l'entreprise La communication interne et externe de l'entreprise

Aucun cours pour le semestre 1

Aucun cours pour le semestre 2